



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.5/52/L.28
25 mars 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 113 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS, ET
RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Projet de résolution présenté par le Président
à l'issue de consultations officielles

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur un amendement du mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies contenu dans l'annexe au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies¹, et les propositions du Comité des commissaires aux comptes visant à améliorer la suite donnée à ses recommandations et les modifications à apporter à l'établissement des rapports relatifs à l'application de ces recommandations²;

1. Approuve le texte révisé du paragraphe 5 du mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies, tel qu'il figure au paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général¹;

2. Souscrit aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes telles qu'elles figurent à l'annexe de son rapport², sous réserve des dispositions de la présente résolution;

3. Souligne que c'est aux chefs de département et aux directeurs de programmes, en tant que gestionnaires, qu'incombe au premier chef la responsabilité d'appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et l'obligation d'en rendre compte;

4. Approuve les propositions énoncées par le Comité des commissaires aux comptes aux paragraphes 6 et 7 de son rapport pour ce qui est des fonctionnaires responsables de l'application de ses recommandations, étant entendu que les

¹ A/53/727.

² A/52/753, annexe.

fonctionnaires dont le titre ou les fonctions sont précisés conformément aux dispositions du paragraphe 6 dudit rapport doivent avoir rang de directeur de programme ou de chef de département, selon le cas;

5. Souscrit aux propositions du Comité des commissaires aux comptes concernant les modifications à apporter à l'établissement des rapports, et invite le Secrétaire général et le Comité à coopérer en vue de définir des modalités pratiques efficaces de mise en oeuvre des modifications proposées;

6. Prie le Comité des commissaires aux comptes d'inclure, le cas échéant, des informations sur l'application de ses propositions dans les rapports qu'il lui présente.
